



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 5 juin 2023

❖ Régional

La Somalie en bonne voie d'intégrer la CAE

Les autorités somaliennes ont publié vendredi 2 juin une déclaration publique notant que les sept présidents des pays de la CAE avaient signé le *Verification Report*, ouvrant la voie à l'admission du pays dans le bloc. Si la Somalie est admise dans la CAE, elle en deviendrait le huitième membre au côté du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Burundi, du Rwanda, du Soudan du Sud et de la République démocratique du Congo. Si cette adhésion présente plusieurs avantages pour les États membres, notamment l'augmentation du commerce en reliant le bloc à la péninsule arabique, certains observateurs craignent que l'insécurité qui règne sur le territoire somalien ne s'étende plus facilement au reste de la région.

❖ Burundi

Un appel d'offres pour la centrale hydroélectrique de Mpanda (10 MW)

Le producteur indépendant d'électricité français Hydroneo East Africa lance un appel d'offres en deux lots pour la conception et la construction de la centrale hydroélectrique de Mpanda de 10MW (lot 1), et des infrastructures d'interconnexion entre la centrale et la sous-station de Rubirizi (lot 2). Les entreprises intéressées ont jusqu'au 25 juillet 2023 pour se manifester. Le projet hydroélectrique de Mpanda, qui devrait fournir 10% de l'électricité du réseau de la Régie de production et distribution d'eau et d'électricité (Regideso), est développé dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) entre l'État burundais et Mpanda Hydro Power. La société de projet est entièrement détenue par Hydroneo East Africa et prévoit de construire une centrale au fil de l'eau sur la rivière Mpanda, dans la province de Bubanza. Hydroneo devrait investir 43,5MUSD pour la construction des futures installations. Le projet a reçu le soutien de la société de conseil en investissement Finergreen et du Renewable Energy Performance Platform (REPP), une

plateforme de financement des énergies renouvelables financée par le gouvernement britannique.

Comores

Lancement annoncé des travaux du principal port de Mohéli dans le cadre du projet de connectivité inter-îles de la Banque Mondiale

Ce dimanche 4 juin s'est tenue une visite de courtoisie organisée par le Gouverneur de Mohéli, accompagné des quatre entreprises missionnées pour exécuter les travaux de réhabilitation du port de Boingoma. Cette visite a été l'occasion d'annoncer le début de ces travaux dans les deux mois à venir, sur un cofinancement AFD et Banque Mondiale. Cette dernière a par ailleurs annoncé un financement complémentaire de 15 MUSD, portant le coût total du projet à 40 MUSD, l'objectif étant de favoriser le développement économique du pays à travers le renforcement des échanges entre les trois îles de l'Union des Comores.

Djibouti

Pas de brève cette semaine

Erythrée

Lancement de la production de deux vaccins contre les maladies animales

Le ministère de l'Agriculture érythréen a annoncé la production de deux vaccins contre les maladies animales. Produits par le Laboratoire national de santé animale et végétale (NAPHL) à Asmara, ces vaccins sont la PPR - contre la maladie des petits ruminants, et le Newcastle - contre une importante maladie de la volaille. Des mesures standards de contrôle de la qualité seraient menées au niveau international par le Centre panafricain de vaccins vétérinaires de l'Union africaine (AU-PAN-VAC) - institut international de contrôle de la qualité délégué par la FAO et l'Organisation mondiale de la santé animale (OOAS). La production locale de ces deux vaccins permettrait à l'Érythrée d'économiser des devises fortes et de raccourcir et de sécuriser le processus d'approvisionnement.

Ethiopie

Importations d'huile alimentaire entravées par la pénurie de devises

Malgré le lancement d'un appel d'offres (AO) pour l'achat d'huile alimentaire par l'État, aucun soumissionnaire ne se serait présenté. Ce manque d'intérêt serait dû au risque que représente la pénurie de devises en Éthiopie. En effet, la centrale d'achat étatique *Ethiopian Industrial Inputs Development Enterprise* (EIIDE) avait lancé un AO pour l'achat de 10 millions de litres d'huile alimentaire. Néanmoins, parmi les 9 entreprises qui ont acheté les documents de l'AO, aucune d'entre elles n'a soumis une offre. Dépendante des importations d'huile alimentaire à 95%, l'Éthiopie a adopté une stratégie de substitution aux importations et développé ses capacités de transformation locale. Mais l'allocation limitée de devises empêche également les transformateurs

locaux d'importer de l'huile de palme brute provenant d'Ukraine, Djibouti ou d'Afrique du Sud. Ainsi, ces derniers tournent en deçà de leur capacité de production (20%), incapable de répondre à la demande estimée à 1 Md L par an.

Approbation du budget prévisionnel de l'État pour 2023/24

Le Conseil des ministres a adopté un budget totalisant 801,6 Mds ETB (13,7 Mds EUR) pour l'exercice budgétaire 2023/24. En hausse de 15 Mds ETB par rapport à 2022/23 (786,6 Mds ETB mais identique en équivalent euros – environ 13 Mds EUR), ce budget doit encore être approuvé par le parlement (*House of People's Representatives*). Les dépenses récurrentes représenteraient 369,6 Mds ETB (46%) et les dépenses en capital une somme de 203,9 Mds ETB (25%). Les subventions régionales quant à elles devraient totaliser 214,1 Mds ETB (27%). En outre, un budget dédié de 14,0 Mds ETB (2%) serait alloué pour faire avancer les objectifs de développement durable.

Kenya

L'Etat a abandonné son plan de privatiser les SOEs du sucre

Le gouvernement kényan a renoncé à son projet de privatisation des entreprises sucrières d'État, notamment Chemelil Sugar, South Nyanza (SONY), Nzoia, Miwani et Muhoroni, en raison de l'opposition persistante des dirigeants et des cultivateurs de canne à sucre de la ceinture sucrière de l'ouest du pays. Cette décision marque un changement significatif dans la politique économique du gouvernement kényan et

souligne la volonté du gouvernement de trouver des solutions alternatives pour relancer l'industrie sucrière et soutenir les agriculteurs de la région. Le vice-président Rigathi Gachagua a déclaré le 5 juin que les Kenyans et les agriculteurs n'étant pas favorables à la privatisation, le gouvernement envisageait désormais un modèle de *leasing*, visant à préserver les intérêts des cultivateurs de canne à sucre tout en apportant des changements dans la gestion des entreprises sucrières d'État. Le secteur sucrier en difficulté pourrait aussi être sauvé en bloquant l'importation de sucre bon marché plutôt qu'en privatisant les usines.

La hausse des prix alimentaires continue

L'inflation en mai s'est élevée à 8,0 %, après 7,9 % en avril. Face aux prix des intrants (nourriture pour animaux, baisse des surfaces cultivées) et des carburants élevés, à la réduction de la production locale et à la hausse des prix à l'importation, les prix du sucre, du pain, du riz et des huiles de cuisine devraient porter l'inflation en juin, selon une enquête du secteur agricole menée par la CBK début mai. La sécheresse de 2022 a aussi continué d'affecter ces récoltes. En revanche, les longues pluies de mars à mai, qui ont conduit à de meilleures récoltes, ont été la principale cause de la baisse des prix des plantations de court-terme (légumes par exemple).

Une titrisation de 130 MUSD pour l'électrification via le solaire hors réseau

Une transaction de titrisation durable de 130 MUSD vient d'être mise en place par le

fournisseur d'accès à l'électricité *Sun King* basé à Chicago et *Citi*, une banque d'envergure mondiale basée à New York. L'objectif de cette transaction est de soutenir l'électrification via les systèmes solaires hors réseau au Kenya. Le Kenya est le terrain d'expérimentation de la titrisation durable pour le financement de l'électrification. Très courante dans le secteur bancaire, la titrisation est une technique financière qui transforme des actifs peu liquides, c'est-à-dire pour lesquels il n'y a pas véritablement de marché tel que les crédits, en valeurs mobilières facilement négociables comme des obligations. *Sun King* propose une panoplie de solutions, notamment des lanternes solaires et des systèmes solaires domestiques afin de couvrir les zones qui n'ont pas accès au réseau de *Kenya Power*. Le projet durable et accessible a connu la participation de plusieurs institutions de financement notamment *British International Investment* (BII), la Société néerlandaise de financement du développement (FMO), et le Fonds d'investissement norvégien pour les pays en développement (Norfund).

❖ Madagascar

Le pays intègre la plateforme d'informations sur les marchés internationaux *Global Trade portal*

L'entreprise française *Eexpand* et la *Mauritius Commercial Bank* (MCB) proposent depuis le 1^{er} juin la plateforme *Global Trade portal* aux entreprises malgaches. Le service numérique qui enregistre actuellement 1M d'entreprises, permettra aux entreprises d'accéder à une

base de données sur les nouveaux marchés et les nouvelles opportunités d'affaires, mais aussi de diversifier leurs fournisseurs ou importateurs à l'étranger. La plateforme qui comprend au total 15 000 pages d'informations sur 190 pays, offre une base de données de 25 000 études de marché sectorielles, 19 000 salons internationaux et 300 000 appels d'offres internationaux en cours. Le service met également à disposition une gamme d'informations pour aider à préparer et sécuriser les transactions commerciales comme le calcul des droits de douane.

❖ Maurice

Pas de brève cette semaine

❖ Ouganda

Objectif de recrutement de 2 000 personnes pour une unité de protection de l'environnement

Lors d'un rassemblement pour le *World Environment Day* à Kampala le 5 juin 2023, le directeur de l'agence nationale en charge de la gestion de l'environnement (*NEMA-National Environment Management Authority*) a annoncé l'objectif de recruter 2000 personnes pour constituer une unité indépendante en charge de la protection de l'environnement. L'amélioration de la résilience au changement climatique est vitale en Ouganda, où, selon le ministre de l'Eau et de l'Environnement, ses conséquences dans les secteurs de l'eau, de l'agriculture, des infrastructures et de l'énergie pourraient coûter 2,8 à 4,5 % de PIB chaque année jusqu'en 2050. Le plan

quinquennal de développement en vigueur a ainsi fixé de nombreux objectifs s'agissant de la couverture forestière, de la précision de l'information météorologique et de l'automatisation des prévisions météorologiques.

Rwanda

Le Rwanda reçoit un financement de 100 MUSD de la Banque Mondiale

La Banque mondiale a approuvé un crédit supplémentaire de 100 MUSD en financement IDA pour aider le Rwanda à accroître l'accès au financement et à soutenir la reprise et la résilience des entreprises dans la période post-pandémique. Le financement supplémentaire soutiendra un instrument innovant d'obligations durables qui sera émis par la Banque de développement du Rwanda (BRD) en monnaie locale, une première pour une opération de la Banque mondiale, facilitant la mobilisation de capitaux privés dans un pays IDA. L'émission d'obligations fera partie d'un programme d'émission de SLB visant à soutenir le renforcement institutionnel de la Banque de développement du Rwanda en diversifiant ses sources de financement via les marchés de capitaux, tout en alimentant son rôle et ses engagements pour atteindre les indicateurs clés de performance alignée sur le développement économique durable du Rwanda.

Seychelles

Le FMI approuve un prêt de 102 MUSD pour les Seychelles au titre du MEC et du RSF semaine

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé le 31 mai deux accords d'un montant total de 102 MUSD au titre du mécanisme élargi de crédit (MEC) et de la facilité pour la résilience et la viabilité (RSF). D'une part, le nouveau MEC d'une valeur de 56 MUSD s'appuiera sur les progrès réalisés dans le cadre du précédent accord approuvé en 2021. Il permettra de maintenir la stabilité macroéconomique, stimuler la croissance inclusive et renforcer les cadres de politique budgétaire et monétaire. D'autre part, l'accord RSF d'un montant de 46 MUSD, le deuxième en Afrique, soutiendra le programme des autorités seychelloises visant à renforcer la résilience au changement climatique. Il concernera également l'exploitation des synergies avec d'autres sources publiques de financement et aidera à catalyser davantage de financements privés pour les investissements liés au climat.

Somalie

Le préjudice annuel de la pêche illégale estimé à 300 MUSD

Les Etats-Unis estiment que la pêche illégale, non déclarée et non réglementée représenterait un manque à gagner d'environ 300 MUSD chaque année pour la Somalie, soit près de 4,0% du PIB national. Un pillage des ressources halieutiques

attribuable à (i) la faiblesse des institutions somaliennes incapables d'endiguer le phénomène et (ii) au soutien sécuritaire international qui a permis de lutter efficacement contre la piraterie dans la région et offert un environnement plus sûr pour la pêche, légale comme illégale. Malgré des moyens limités, le pays affiche néanmoins sa volonté de lutter contre le pillage de ses ressources comme en témoigne la récente condamnation de 33 Iraniens et 3 Pakistanais pour pêche côtière sans autorisation.

❖ Soudan

Sanctions américaines contre quatre sociétés soudanaises, appartenant aux belligérants.

Le premier juin, le Trésor américain au travers de « l'Office of Foreign Assets Control » (OFAC), a annoncé des sanctions contre quatre sociétés désignées comme contribuant au financement de la guerre au Soudan. Deux des sociétés en question appartiennent aux forces de soutien rapides (RSF) : *al junaid multi activities co ltd* et *Tradive general trading*, tandis que les deux autres relèvent de l'armée soudanaise : la *Defense industries system* et *Sudan master technology*. Les sanctions comprennent le blocage des actifs éventuels de ces sociétés aux Etats Unis ainsi que l'interdiction aux personnes physiques et morales américaines (« *US persons* ») d'effectuer des transactions avec ces sociétés.

❖ Soudan du Sud

Le Soudan du Sud demande davantage d'aide humanitaire pour les personnes déplacées du Soudan

Le ministre des Affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes du Soudan du Sud a demandé davantage d'aide humanitaire pour faire face à l'arrivée de personnes déplacées en provenance du Soudan. Depuis le 15 avril 2023, des affrontements opposent l'armée soudanaise (SAF- *Sudanese Armed Forces*) aux paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR- *Rapid Support Forces*) sur le territoire soudanais. Cela a induit le déplacement de 74 952 personnes du Soudan au Soudan du Sud selon les Nations Unies- au 31 mai. Cette situation est particulièrement délicate pour le Soudan du Sud, où 8,3M de personnes, soit environ 2/3 de la population, étaient en situation d'insécurité d'alimentaire aigüe en septembre 2022. A noter que le conflit risque aussi de priver le Soudan du Sud de ses recettes pétrolières, qui représentaient en 2020/21 99,2% de la valeur des exportations totales et 86,1% des recettes publiques. En effet, le Soudan du Sud est intégralement dépendant des infrastructures pétrolières du Soudan (l'oléoduc *Greater Nile Oil Pipeline* et Port-Soudan) pour ses exportations pétrolières.

❖ Tanzanie

Signature d'un contrat de production de 50MW d'énergie solaire photovoltaïque

La Tanzania Electric Supply Company Limited (TANESCO) a signé un contrat avec

la société chinoise Sinohydro Corporation dans le cadre de la construction de la première phase de 50 MW d'un projet global de production de 150 MW d'énergie solaire photovoltaïque à Kishapu, dans la région de Shinyanga (coût total du projet d'environ 118 MUSD). Selon le ministre de l'Énergie, January Makamba, il s'agit du plus important projet d'énergie solaire photovoltaïque en Afrique de l'est. La phase 1 du projet sera mise en œuvre par Sinohydro Corporation et financée par l'Agence française de développement (AFD); sa construction débutera en juin 2023 et devrait être achevée dans un délai de 14 mois puis connectée au réseau national. Le procurement de la phase 2 du projet qui devrait être également financée par l'AFD, n'est pas encore lancé. Cet engagement marque une nouvelle étape dans la diversification du mix énergétique de la Tanzanie et est conforme au Plan de Développement National, qui prévoit que le secteur des énergies renouvelables atteindra 5 000 MW en 2025. Le gouvernement de Samia Suluhu Hassan a créé un comité national chargé de sensibiliser les entrepreneurs quant aux opportunités offertes dans le secteur énergie en Tanzanie.

La BoT renforce ses mesures de contrôle du marché des changes

Afin de maintenir la stabilité macroéconomique et financière du pays et

faire face à la pénurie de dollars américains sur le marché, la banque centrale de Tanzanie (Bank of Tanzania, BoT) a émis cinq directives avec date d'entrée en vigueur au 1^{er} juin 2023 auxquelles doivent se conformer tous les opérateurs de change à savoir: l'utilisation obligatoire de devises interbancaires pour les transactions dépassant 1 MUSD (contre 250 000 USD auparavant) sur le marché de détail; l'interdiction d'effectuer des échanges de devises avec les courtiers internationaux qui ne sont pas agréés en Tanzanie; le respect strict des procédures *Know Your Customer* (KYC); la fixation de la limite de la *Net Open Position* (NOP) en devises à 10% des fonds propres de base; le financement des lettres de crédit pour les cargaisons en transit par des devises mobilisées auprès des pays de destination respectifs.

Selon la revue économique de mai 2023 de la BoT, le stock de réserves de change du pays a chuté à 4,9 Mds USD à la fin du mois d'avril 2023 (contre 5,5 Mds USD en avril 2022). Malgré cette baisse, les réserves sont restées suffisantes pour couvrir 4,4 mois d'importations, conformément à l'objectif national d'au moins quatre mois.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET
frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE
julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA
suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO
annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS
rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international